

Accusé de réception en préfecture  
076-217603844-20231130-D97-1123-DE  
Date de télétransmission : 05/12/2023  
Date de réception préfecture : 05/12/2023

DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME

ARRONDISSEMENT DU HAVRE

COMMUNE DE LILLEBONNE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**CONSEIL MUNICIPAL DU 30 NOVEMBRE 2023**

**NOMBRE DE CONSEILLERS :**

- en exercice 29  
- présents 22  
- votant par procuration 7  
- absent 0  
- total des votants 29

xxx

Affichage en mairie et publication sur le site Internet de la Ville de la liste des délibérations  
examinées en séance faits le 1<sup>er</sup> décembre 2023.

xxx

L'an deux mille vingt-trois, le jeudi trente novembre, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Lillebonne, légalement convoqué le vingt-trois novembre, s'est assemblé en session ordinaire accessible au public dans la salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Mme Christine DÉCHAMPS, Maire.

Étaient présents :

Mme Christine DÉCHAMPS, Maire,

M. Kamel BELGHACHEM, Mme Emmanuelle PATIN, M. Sébastien MORO, Mme Marie-Hélène LONGO, M. Franck LEMAÎTRE, Mme Fabienne MANDEVILLE, M. Pascal SZALEK, Mme Evelyne BAILLEUL, Adjointes,

Mme Chantal BEAUDOIN, Mme Michelle DAJON, Mme Brigitte POLLET, M. Tarek HAMMAN, M. Omar BELGHACHEM, Mme Arlette LECACHEUR, M. Patrick WALCZAK, Mme Sylvie DE MILLIANO, M. Patrick CIBOIS, M. Jean-Yves GOGNET, M. Thierry GIMAY, Mme Sourayo OUF, Mme Jennifer BEAUMONT, Conseillers Municipaux.

Excusés :

Mme Nathalie CASTEL	qui donne pouvoir à	Mme Chantal BEAUDOIN
M. Junior MOUDJH A FIONG	qui donne pouvoir à	M. Kamel BELGHACHEM
M. Fabrice LEPAREUX	qui donne pouvoir à	M. Pascal SZALEK
M. Johan GONZALEZ	qui donne pouvoir à	M. Tarek HAMMAN
Mme Marianne DUHAMEL	qui donne pouvoir à	Mme Emmanuelle PATIN
Mme Amel (Djémaïa) TAKARLI	qui donne pouvoir à	M. Patrick CIBOIS
Mme Anne-Lise COUTURE	qui donne pouvoir à	M. Patrick WALCZAK

Absent :

//

formant la majorité des membres en exercice.

Mme Jennifer BEAUMONT est nommée secrétaire par le Conseil Municipal à l'ouverture de la séance.

**Délibération n°: D.97/11.23**

**Objet :** Mise à disposition de locaux  
Aile Langer – ex-école Carnot  
Convention  
Ville de Lillebonne/Jumelage de Lillebonne

VILLE DE LILLEBONNE  
Réunion du Conseil Municipal  
Séance ordinaire du 30.11.2023

**Délibération n°: D.97/11.23**

**Objet :** Mise à disposition de locaux  
Aile Langer – ex-école Carnot  
Convention  
Ville de Lillebonne/Jumelage de Lillebonne

Madame LONGO rappelle que la Ville de Lillebonne apporte son soutien aux associations qui s'investissent dans la vie sociale, sportive, éducative et culturelle en leur mettant notamment à disposition un local.

Elle apporte ainsi son aide au Jumelage de Lillebonne au regard des actions d'intérêt général menées par cette dernière, et ce, en mettant à disposition un local pour l'exercice de ses activités.

C'est ainsi que, lors de sa séance du 10 décembre 2020, le Conseil Municipal a autorisé, par délibération n°D.140/12.20, la signature d'une convention avec le Jumelage de Lillebonne pour la mise à disposition d'un local au Centre Léo Lagrange pour l'organisation de ses activités et le stockage de son matériel.

Cependant, suite au début d'incendie qui s'est déclaré en décembre 2022 dans le hall du centre Léo Lagrange, ce bâtiment communal est fermé aux associations et au public.

La Municipalité a donc proposé au Jumelage de Lillebonne, pour une durée d'un an, renouvelable une fois, la mise à disposition de nouveaux locaux, à titre gracieux, à savoir, un local partagé à l'aile Langer – ex-école Carnot.

Il est donc nécessaire de signer avec le Jumelage de Lillebonne une nouvelle convention pour la mise à disposition de ces locaux.

Cette convention doit faire ressortir la superficie du local attribué et une estimation de sa valeur locative. En effet, la mise à disposition de locaux communaux au profit d'une association est assimilée à une subvention en nature qui doit d'une part, être mentionnée dans la convention de mise à disposition de locaux signée entre l'association et la commune et d'autre part, figurer dans le compte rendu financier dressé par l'association bénéficiaire. Le montant de cet avantage en nature est calculé en fonction de la superficie du local attribué, de sa valeur locative et des charges inhérentes au fonctionnement courant de la structure, au prorata temporis de l'utilisation de ce local par l'association.

Aussi, au regard de ce qui précède,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1611-4-1 et L1611-4-2, L2121-29, L2144-3, L2313-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L2125-1 qui prévoit que l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général,

Considérant qu'il est nécessaire de signer une convention pour la mise à disposition de locaux situés Aile Langer – ex-école Carnot avec le Jumelage de Lillebonne,

VILLE DE LILLEBONNE  
Réunion du Conseil Municipal  
Séance ordinaire du 30.11.2023

**Délibération n°: D.97/11.23**

**Objet :** Mise à disposition de locaux  
Aile Langer – ex-école Carnot  
Convention  
Ville de Lillebonne/Jumelage de Lillebonne

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition de locaux, à titre gracieux, situés à l'aile Langer – ex-école Carnot à intervenir entre la Ville de Lillebonne et le Jumelage de Lillebonne, et ce, pour une durée d'un an, renouvelable une fois,
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer ladite convention et ses éventuels avenants.

**DÉLIBÉRATION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.**

*Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait certifié conforme,*



Le Maire de Lillebonne,

Christine DÉCHAMPS.

La secrétaire de séance,

Jennifer BEAUMONT.



**Convention de mise à disposition de locaux entre la Ville de Lillebonne et  
l'Association « Jumelage de Lillebonne »  
Aile Langer - Ex-Ecole Carnot**

**Entre les soussignés**

La Ville de Lillebonne, représentée par Madame Christine DÉCHAMPS, Maire, domiciliée en Mairie - BP 20071 - 76170 Lillebonne, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération n°D.../11.23 du Conseil Municipal du 30 novembre 2023,

Ci-après dénommée « LE PROPRIETAIRE »

Et

L'association « Jumelage de Lillebonne », représentée par Monsieur Antoine DELAUNEY, Président, domicilié en mairie - BP 20071 - 76170 Lillebonne et ayant pour tout pouvoir à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « L'OCCUPANT »

**Objet de la convention**

La Ville de Lillebonne apporte son soutien aux associations qui s'investissent dans la vie sociale, sportive, éducative et culturelle en leur mettant notamment à disposition un local.

Le Jumelage de Lillebonne a pour objet de promouvoir auprès des jeunes le jumelage avec la ville de Wellington en Angleterre, de permettre aux jeunes de découvrir la culture anglaise et de pérenniser les échanges débutés il y a plus de 50 ans.

La commune apporte ainsi son aide à l'association au regard des actions d'intérêt général menées par cette dernière, et ce, en lui permettant de disposer d'un local pour l'exercice de ses activités.

**Article 1 - Locaux et équipements mis à disposition**

LE PROPRIETAIRE met à la disposition de L'OCCUPANT :

- Une salle de 40,70 m<sup>2</sup> partagée, dite « salle Mercure »

Située : Aile Langer - Ex-Ecole Carnot - 64 rue de la libération 76170 Lillebonne

**Article 2 - Clauses générales**

Un état des lieux contradictoire est réalisé dès l'entrée en jouissance de L'OCCUPANT et à la restitution du ou des locaux.

L'OCCUPANT s'engage à :

- Respecter les conditions d'usage du ou des locaux suivantes :
  - Ne faire aucun aménagement ni modification du local (éclairage, chauffage, prises électriques) sans autorisation écrite préalable du Maire,
  - Ne faire aucun trou dans les murs ou cloisons,
  - Signaler toute dégradation du bâtiment aux services de la Ville et informer des travaux éventuels,
  - Restituer les locaux propres après chaque utilisation,
  - Assurer la fermeture des portes et l'extinction des lumières,

- S'assurer de la mise en sécurité du bâtiment avant de quitter les lieux,
  - Ne pas fumer à l'intérieur des locaux,
  - Ne pas introduire d'animaux,
  - Ne pas introduire de bouteilles de gaz ou de propane et d'appareils ménagers fonctionnant au gaz ou au propane,
  - Respecter le voisinage et ne pas troubler l'ordre public,
  - N'occuper les locaux que pour y exercer les activités déclarées dans ses statuts,
- Respecter toutes les normes de sécurité liées à l'utilisation du ou des locaux en veillant notamment à :
- Dégager l'ensemble des sorties de secours,
  - S'assurer du bon fonctionnement de l'éclairage de sécurité et en prévenant le cas échéant les services de la Ville,
  - Stocker les éléments inflammables dans les locaux prévus à cet effet,
  - Ne pas entreposer d'encombrants (de type palette, carton, conteneur à poubelles etc...) à l'intérieur des locaux,
  - Former les personnels et bénévoles à l'évacuation des locaux en cas d'incendie et procéder à l'affichage des consignes.

De plus, L'OCCUPANT reconnaît n'avoir aucun droit à la propriété commerciale sur les lieux désignés à l'article 1.

Il s'engage à occuper le local personnellement et reconnaît avoir connaissance du caractère incessible de son droit d'occupation. En conséquence, il s'interdit de mettre le local à la disposition d'un tiers, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit.

### **Article 3 - Assurances**

L'OCCUPANT s'engage à fournir au PROPRIETAIRE une copie de son contrat d'assurance multirisque pour l'occupation du ou des locaux mis à sa disposition et objets de l'article 1 de la présente convention.

Le PROPRIETAIRE ne sera en aucun cas tenu responsable des vols, dégradations ou actes délictueux qui pourraient survenir pendant la durée de l'occupation du ou des locaux par l'association.

### **Article 4 - Clauses particulières**

Des sanitaires communs aux autres associations disposant également d'un local dans ce bâtiment sont mis à disposition de l'OCCUPANT et sont situés dans la cour intérieure.

L'entretien de ces sanitaires est assuré par les services municipaux de la Ville.

### **Article 5 - Conditions de la mise à disposition et valorisation des locaux et équipements**

La mise à disposition de la salle Mercure est consentie à titre permanent et gracieux, selon un planning établi entre ses OCCUPANTS et en concertation avec le service Relations avec les Associations.

Le montant de cet avantage en nature (pour les locaux hors sanitaires) est estimé à 78,00 € annuels/m<sup>2</sup> (valeur 2022), soit un total annuel de 3 191,00 €, montant auquel sont intégrées les charges inhérentes au fonctionnement courant de la structure (eau, électricité, chauffage) assumées par le PROPRIETAIRE.

Conformément à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales, ce montant devra être inscrit par l'OCCUPANT dans les comptes de l'association (comptes 86 et 87).

L'OCCUPANT prend à sa charge les frais éventuels de téléphonie et d'Internet en cas d'ouverture de ligne individuelle (matériel, installation, abonnement, consommations) et d'entretien des locaux (hors sanitaires).

### **Article 6 - Durée de la mise à disposition**

La mise à disposition par LE PROPRIETAIRE, du ou des locaux désignés à l'article 1, à L'OCCUPANT, est consentie à compter de la date de signature de la présente convention et pour une période d'un an, renouvelable une fois.

Afin de solliciter le renouvellement de la mise à disposition du ou des locaux à l'issue de cette période, L'OCCUPANT devra adresser au PROPRIETAIRE une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de 3 mois avant la date d'échéance de cette mise à disposition ; le PROPRIETAIRE se réservant le droit de la refuser.

En cas d'acceptation, un avenant à la présente convention devra nécessairement être signé entre L'OCCUPANT et LE PROPRIETAIRE.

### **Article 7 - Révision et Résiliation de la convention**

Toute modification de la présente convention dans sa définition comme dans ses conditions ou modalités d'exécution, en accord entre les deux parties, fera l'objet d'un avenant.

L'OCCUPANT peut à tout moment résilier de plein droit la présente convention en le notifiant au PROPRIETAIRE par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

LE PROPRIETAIRE se réserve en outre le droit de demander à L'OCCUPANT, la prise en charge des frais de remise en état qui résulteraient d'une gestion des locaux non conforme aux dispositions prévues dans la présente convention.

La résiliation est encourue de plein droit sans qu'il soit besoin d'autres formalités en cas de manquement de L'OCCUPANT à une quelconque de ses obligations résultant de la présente convention.

Dans ce cas, la résiliation est notifiée par LE PROPRIETAIRE à L'OCCUPANT par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

De même, en cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, LE PROPRIETAIRE se réserve le droit de procéder à la fermeture du ou des locaux mis à la disposition de L'OCCUPANT, et ce, sans préavis, sur arrêté du Maire.

En cas de résiliation ou à expiration de la convention, L'OCCUPANT devra restituer le ou les locaux, en parfait état, dans la limite d'une usure normale. Il devra également restituer le badge remis lors de son entrée dans les lieux.

*Rédigé sur trois pages et en deux exemplaires originaux remis à chacune des parties*

<p>A Lillebonne, le</p> <p>Pour le Jumelage de Lillebonne, Le Président,</p> <p>Antoine DELAUNEY</p> <p><i>(Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »</i></p>	<p>A Lillebonne, le</p> <p>Pour la Ville de Lillebonne, Le Maire,</p> <p>Christine DÉCHAMPS</p> <p><i>(Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »</i></p>
--	---